

28 mai 2004, Ottawa

Allocution sur le financement des municipalités et villes

Peu après mon entrée en fonction comme premier ministre, je suis allé visiter une école primaire de Toronto. Les élèves de quatrième année m'ont alors présenté un journal à l'intérieur duquel chacun d'eux exprimait, dans un texte d'une page ou deux, ses espoirs, ses désirs et ses rêves à l'égard du Canada. Un élève y avait écrit : « Je rêve d'un Canada plein d'amour, de partage et de soins de santé. ». Un jeune garçon m'a dit : « Moi, je souhaite qu'on ait de grands parcs pour jouer et plus de films des Looney Tunes à regarder, parce qu'ils sont amusants ». Un autre brillant représentant des quatrième année a écrit : « Moi je souhaite qu'à l'avenir, les gens du Canada protègent leur environnement naturel. En conservant notre environnement, nous aurons de l'air pur à respirer et de l'eau propre à boire ». Une page après l'autre, un souhait à la suite de l'autre. Et ce qui m'a frappé, c'était de constater combien de ces rêves exprimés par les enfants à l'égard du Canada étaient en fait des aspirations concernant leur propre communauté : un voisinage sûr, de l'air pur, de grands parcs et de bonnes écoles.

Quelques semaines plus tard, je me suis rendu au Manitoba, où j'ai rencontré une jeune fille nommée Hannah. Avec ses amis et ses camarades de classe, Hannah a réussi à recueillir plus de 50 000 \$ pour venir en aide aux sans-abri de Winnipeg. Cinquante mille dollars. Et ai-je mentionné qu'Hannah n'était âgée que de huit ans? Hannah a vu qu'il y avait un problème et elle y a réagi. Elle a posé des gestes concrets, et elle a obtenu l'aide et l'appui d'autres personnes. Elle a travaillé fort, et les résultats de son travail vont se faire sentir dans sa communauté.

Pendant trop longtemps, le gouvernement fédéral a omis de reconnaître ce que les mots et les actions de ces enfants mettaient en évidence, à savoir que c'est dans les villes et les communautés que se passent vraiment les choses. C'est là que les politiques nationales touchent la vie des personnes. C'est là que nous vivons, allons travailler et élevons nos familles. Le fait est que notre qualité de vie se mesure dans nos rues, nos parcs et nos quartiers.

Mais la réalité, c'est que nos municipalités représentent le niveau de gouvernement le plus sous-financé, et qu'elles ont, moins que tous les autres, voix au chapitre quand les politiques des autres gouvernements ont un effet sur eux. Cela doit changer. Nos collectivités doivent avoir accès à du financement à la fois nouveau et fiable. Et ceux qui les représentent doivent avoir plus de poids à l'égard des enjeux nationaux. Dans nos villes et municipalités, c'est là que ça se passe. C'est là que les politiques gouvernementales prennent tout leur sens. Mais la réalité, c'est que nos municipalités représentent le niveau de gouvernement le plus sous-financé. Cela doit changer.

Les municipalités doivent avoir accès à de nouvelles sources de financement, des sources fiables et prévisibles. La réalité, c'est que les municipalités n'ont pas l'occasion d'exprimer leurs préoccupations. Cela doit aussi changer. Lorsque les discussions les touchent, leurs représentants doivent prendre place à la table nationale. Quand notre nouveau gouvernement a pris le pouvoir en décembre dernier, nous n'avons pas tardé à agir selon nos convictions. Nous avons clairement indiqué que pour assurer la prospérité du Canada au

21e siècle, il était important de répondre aux besoins des gouvernements municipaux. Cela est vrai pour nos plus grandes métropoles comme de nos plus petits hameaux.

Nous comprenons que les défis auxquels sont confrontées nos grandes villes sont très différents de ceux des petites municipalités. Les grandes villes se concentrent le plus souvent sur des questions comme l'engorgement, le transport en commun, les routes et les ponts. Dans une plus petite agglomération, il peut s'avérer que les besoins les plus importants soient le développement économique et des emplois bien rémunérés qui permettront aux enfants de grandir et de s'établir sans avoir à quitter leur communauté. Bien que les défis soient différents, ils ont un facteur en commun : dans chacun des cas, un nouveau pacte est nécessaire. Notre nouveau pacte pour les villes et les collectivités canadiennes, représente le commencement d'une coopération à long terme. Cette relation va permettre de bâtir notre pays d'une façon plus efficace. Elle aura comme base la création d'avantages économiques, le bien-être de la population et la conservation de l'environnement.

Le nouveau pacte pour les villes et municipalités est le début d'une relation basée sur la collaboration. Une collaboration qui permettra de bâtir un pays plus fort, plus innovateur. Une collaboration basée sur la création d'opportunités économiques, sur le renforcement du tissu social et sur la préservation de l'environnement. Au mois de mars, en guise d'inauguration du nouveau pacte, nous avons versé un acompte important. Notre premier budget a servi à éliminer la TPS sur les dépenses municipales. Nous avons offert aux municipalités un financement inconditionnel de l'ordre de sept milliards de dollars qui couvrira la prochaine décennie. Le message était clair : le nouveau pacte est une réalité concrète.

Aujourd'hui, je veux vous décrire ce que fera notre gouvernement après le 28 juin pour donner suite au succès remporté par l'inauguration du nouveau pacte et pour voir à ce qu'au pays, chaque collectivité soit un lieu où il fait bon vivre.

Le premier pilier du nouveau pacte est la durabilité de l'environnement. La contribution de quatre milliards de dollars que nous avons annoncée en vue de nettoyer certains sites contaminés du Canada – entre autres les étangs bitumineux de Sydney, en Nouvelle-Écosse, ainsi que plusieurs autres sites se trouvant dans nos collectivités du Nord – illustre bien notre engagement à améliorer l'environnement dans nos collectivités. Pour nous, cela se traduit aussi par un investissement de 600 millions de dollars destiné à assurer la salubrité de l'eau dans les communautés autochtones et par le fait que nous nous employons à subventionner le transport en commun dans plusieurs grands centres urbains du pays.

Pour répondre à notre engagement au chapitre de la durabilité de l'environnement, nous avons créé les fonds municipaux verts, de façon à accélérer les investissements dans les technologies environnementales destinées à la purification de l'air ainsi qu'à la conservation des sols, de l'eau et du climat. Je suis fier de pouvoir vous dire aujourd'hui que ces fonds ont récemment dépassé un cap important : grâce à leur effet de levier, des projets consacrés au développement durable des collectivités totalisant plus d'un milliard de dollars ont vu le jour. Le deuxième pilier du nouveau pacte est le logement adéquat car c'est là le fondement de collectivités saines, sûres, et englobantes sur le plan social. C'est aussi un facteur primordial lorsqu'on parle d'un établissement réussi chez les néo-Canadiens et d'un environnement

plus propice pour les Autochtones. Plus que jamais auparavant, ces derniers déménagent en ville, dans l'espoir d'améliorer leur vie.

Notre gouvernement s'emploie déjà à trouver des solutions en matière de logement au Canada, et je peux vous dire aujourd'hui que nous allons nous appuyer sur notre actuelle contribution d'un milliard de dollars pour stimuler la création de logements à prix abordable. Nous allons continuer à financer les services offerts aux sans-abri par le biais de l'Initiative de partenariats en action communautaire, qui s'avère une réussite. Nous allons également contribuer à maintenir dans un état acceptable les logements de personnes à faible revenu par l'entremise du Programme d'aide à la remise en état des logements. Sur l'ensemble du financement fédéral annuel en matière de logement social et de logement abordable, ces programmes – en plus d'autres programmes d'habitation auxquels participent la SCHL – totalisent deux milliards de dollars. Il s'agit là pour nous d'une base. C'est notre point de départ.

Mais notre gouvernement fera davantage. Ainsi, j'annonce aujourd'hui que nous allons investir jusqu'à 1,5 milliard de dollars supplémentaires au cours des cinq prochaines années pour stimuler la croissance du logement subventionné. Le logement abordable est une priorité du gouvernement libéral. Nous sommes déjà présents, notamment par l'entremise de la SCHL, mais je vous dis aujourd'hui que nous ferons davantage. J'annonce que nous allons investir jusqu'à 1,5 milliards \$ de fonds additionnels au cours des cinq prochaines années pour augmenter l'aide au logement. Ce nouvel investissement servira en partie à accroître la portée de certaines initiatives, dont l'Initiative en matière de logement abordable, l'IPAC, le PAREL et le Logement pour les Autochtones à l'intérieur et à l'extérieur des réserves. Il s'agit là de projets réussis, et nous tenons à continuer dans la même foulée.

Mais les nouveaux fonds vont aussi servir à des initiatives novatrices élaborées de concert avec les provinces, les territoires et les parties intéressées. Une de ces initiatives pourrait consister à créer une fondation destinée à des projets d'habitation, ce qui aurait comme effet de générer le financement de nouvelles unités de logement abordables provenant des divers ordres de gouvernement, des groupes communautaires et du secteur privé. Et puisqu'il s'agit de logement social, nous ne devrions pas oublier l'importance grandissante dans nos communautés de l'économie sociale, ou développement économique des collectivités. Dans notre budget de mars, nous avons annoncé que nous appuierions cet engagement envers cet important secteur par un investissement de plus de 100 millions \$ sur cinq ans.

Notre gouvernement est déterminé à faire appel à l'entrepreneuriat pour que les services offerts comportent des objectifs à la fois sociaux et économiques. Il en résultera de meilleurs services qui seront destinés à ceux qui en ont le plus besoin. Alors que nous parlons de logement social, nous ne devrions pas négliger l'importance croissante dans nos collectivités de l'économie sociale et du développement économique communautaire. Dans le budget de mars, nous avons annoncé un investissement de 100 millions de dollars sur cinq ans pour appuyer ce secteur important.

Nous sommes déterminés à favoriser l'entrepreneuriat pour atteindre nos objectifs sociaux et économiques. Cela donnera de meilleurs services pour ceux qui en ont le plus besoin. Le troisième pilier du nouveau pacte est constitué par les infrastructures et les autres

financements. Dans le cadre de notre budget, nous en avons accéléré le financement et nous nous sommes engagés à dépenser le milliard de dollars du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale au cours des cinq – plutôt que des dix – prochaines années. Cependant, cela ne doit être considéré que comme un début.

Nos villes et nos collectivités sont aux prises avec d'énormes besoins pour ce qui est du renouvellement des infrastructures et ce, dans des domaines aussi cruciaux que le transport en commun, l'eau propre, les routes, les ponts et le logement abordable. Alors même que nous nous employons à améliorer les lieux où nous vivons, nous ne devons en aucun cas oublier que nos grandes villes sont les principales génératrices du progrès économique de ce pays. C'est dans leur orbite que naissent et gravitent les innovations économiques, sociales et culturelles. Elles ont par le fait même des besoins particuliers. Pour l'exprimer simplement, disons que nos villes perdront de leur efficacité et de leur vitalité si on laisse leurs infrastructures se désintégrer. Or, cela aurait de très sérieuses répercussions sur l'économie de notre pays, voire sur l'état d'esprit des Canadiens. Nos grandes villes nous représentent à l'échelle mondiale. Nous ne pouvons les laisser s'atrophier.

Comme je l'ai indiqué, la qualité de vie dans une grande ville a une influence directe sur la créativité et la productivité de ses citoyens, leur permettant de compétitionner avec les meilleurs éléments de la planète. Nos agglomérations plus petites font, entre-temps, face à des défis bien particuliers au chapitre du développement économique. Voilà pourquoi il est impératif que nous les aidions à s'attaquer à leurs problèmes économiques les plus pressants en leur fournissant les outils dont ils ont besoin pour s'aider eux-mêmes. Le fait est que, parfois, les communautés plus petites ont de grands besoins en infrastructures dans des domaines vitaux, comme celui du traitement des eaux usées. Malheureusement, leur assiette fiscale ne leur permet pas toujours de financer de grands projets comme la construction d'une nouvelle usine d'épuration. C'est pourquoi nous nous assurons que les plus petites communautés aient elles aussi droit à leur juste part des fonds réservés aux infrastructures.

Selon la FCM, le « déficit » de nos villes et collectivités au chapitre des infrastructures est de l'ordre de 60 milliards de dollars. Et ce déficit grossit à chaque année. Il faut agir. C'est pourquoi notre gouvernement va travailler de concert avec les provinces et les municipalités pour utiliser de nouvelles ressources financières, ainsi que des techniques novatrices d'investissement de capitaux, afin de réduire ce déficit et ultimement l'éliminer. Il nous faut aussi mettre de nouveaux revenus à votre disposition. Des sources de revenus qui croîtront avec l'économie. Des sources de revenus qui ne vous verront pas avancer le financement crucial au développement industriel dont les deux autres ordres de gouvernement retirent les avantages fiscaux.

Nous savons tous que nos communautés ont besoin de nouvelles sources de financement stables et prévisibles pour que vous et vos conseils municipaux puissiez prendre des engagements à long terme, des engagements qui vous permettront de lancer des initiatives majeures bénéfiques pour tous les citoyens de vos municipalités. C'est la seule façon pour que notre pays cesse d'utiliser un modèle du 19^{ième} siècle au 21^{ième} siècle. Nous savons que nos collectivités ont besoin de nouvelles sources de financement stable et prévisible afin que vous et vos conseils de ville pouvez prendre des engagements à long

terme, des engagements qui vous permettront de lancer des initiatives majeures bénéfiques pour tous les citoyens de vos municipalités. C'est la seule façon pour notre pays de cesser d'utiliser un modèle vieux du 19^{ième} siècle au 21^{ième} siècle. En termes de stabilité du financement, éliminer la TPS pour les municipalités a été un important premier pas vers une plus grande équité. Mais ce n'était qu'un premier pas.

Voilà pourquoi j'annonce aujourd'hui qu'un gouvernement libéral remettra une portion des taxes fédérales sur l'essence aux municipalités, cela dès 2005. Cette portion augmentera jusqu'à 5 cents du litre, ou au moins 2 milliards de dollars par année, aussitôt que possible au cours des cinq prochaines années. La formule précise que nous utiliserons pour y arriver dépendra d'une entente, mais je suis déterminé à ce que nous nous entendions à ce sujet avant la fin de l'année. Améliorer la qualité de vie des Canadiens est la raison pour laquelle j'annonce aujourd'hui qu'un gouvernement libéral utilisera une portion des revenus de la taxe fédérale sur l'essence au bénéfice des municipalités, cela dès 2005. Une portion qui augmentera jusqu'à 5 cents du litre, ou au moins 2 milliards \$ par année, aussitôt que possible au cours des cinq prochaines années.

La formule précise que nous utiliserons pour y arriver dépendra de l'entente que nous aurons. Et laissez-moi vous dire que je suis déterminé à conclure cette entente avant la fin de l'année. Cette proposition constitue une promesse parce que nous sommes conscients de vos besoins. Nous faisons cette promesse car nous considérons qu'il s'agit d'un investissement stratégique dans nos villes, dans nos communautés et dans la nation canadienne. Voilà les trois piliers du nouveau pacte que mon gouvernement veut conclure avec les villes et les municipalités canadiennes. Ce sont les piliers sur lesquels celles-ci pourront bâtir un futur plus prospère, et, ce faisant, bâtir un futur plus prospère pour tout le Canada.

Nos adversaires politiques ont d'autres plans. Ni le Bloc ni les Conservateurs alliancistes n'appuient le nouveau pacte. Laissez-moi vous parler quelques instants du Bloc. Les maires du Québec qui sont ici savent que le seul but du Bloc est de sortir le Québec du Canada. Ils n'ont aucun intérêt à ce que les choses aillent mieux. Au contraire, ils se réjouissent lorsqu'il y a des impasses. Le Bloc dit que nous ne devrions pas parler directement aux villes et aux municipalités. Il croit que je ne devrais même pas être ici avec vous pour trouver des solutions à vos difficultés, pour vous aider à améliorer la qualité de vie dans nos collectivités, à créer de bons emplois, et prendre mieux soin de nos citoyens. Le gouvernement libéral va malgré cela travailler avec les provinces et les municipalités pour s'assurer que nos citoyens aient le meilleur milieu de vie possible. On veut livrer le nouveau pacte et nous allons le faire.

La position des conservateurs alliancistes n'est pas très différente de celle du Bloc. On plus n'appuient pas l'adoption de ce nouveau pacte. Leur programme électoral est rempli de lieux communs sur l'importance des collectivités, mais leurs politiques ne prévoient que des coupures qui rendrait Ottawa impuissant à adopter des mesures novatrices. Et même quand ils consentent à agir, ils veulent l'abandon par le gouvernement fédéral de ses responsabilités envers les villes et les communautés. Examinons leur plan de plus près. Premièrement, les conservateurs alliancistes prévoient peut-être transférer une partie des taxes sur l'essence, mais ils veulent la transférer aux provinces. Il n'y aurait aucune garantie,

quelle qu'elle soit, que cette importante source de revenus parvienne jamais aux collectivités. En bref, pour vous, cela signifie pas de changement du tout.

Deuxièmement, les conservateurs alliancistes veulent abolir l'aide au développement régional, même si ce type d'activité constitue une initiative progressiste cruciale pour la pérennité et la croissance des petites municipalités rurales.

Et troisièmement, les conservateurs alliancistes veulent abolir le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique. Je n'ai pas besoin de vous expliquer quel effet cela aurait sur le « déficit » de nos villes et collectivités au chapitre des infrastructures, de ce que cela voudrait dire pour vous, les leaders municipaux ainsi que pour la santé et la vitalité de nos villes et communautés. C'est pourquoi nous nous opposons au parcours recommandé par les conservateurs alliancistes. Nous sommes déterminés à conserver les programmes actuels d'infrastructures alors même que nous fournissons d'autres sources de financement. Comme je l'ai déjà dit, il faudra répondre à une question lors de cette élection : quel type de Canada souhaitez-vous?

Pour nous, la réponse est un Canada où le fardeau financier de nos municipalités est réduit et non pas accru. Nous voulons un pays où les villes sont dynamiques, rayonnantes et n'ont pas à se battre pour empêcher leurs infrastructures de décrépir. Nous voulons un pays où l'on est conscient du fait que les villes et les cités sont les endroits où les choses se passent. Nous voulons un Canada où les villes et les collectivités jouent un plus grand rôle dans le débat national. Nous croyons que la participation active de municipalités fortes et saines aidera tous les ordres de gouvernement à coopérer pour établir et atteindre de nouveaux objectifs nationaux. Cette campagne électorale est une question de choix: Quel Canada voulez-vous. Laissez-moi vous dire ceci : nous voulons un Canada où le fardeau financier de nos municipalités est réduit, pas accru.

Nous voulons un Canada où nos municipalités sont dynamiques et rayonnantes, non pas des endroits où il faut faire d'incroyables efforts d'imagination pour empêcher les infrastructures de décrépir. Nous voulons un Canada qui reconnaît que c'est dans nos villes et municipalités que nos politiques prennent tout leur sens. J'ai beaucoup parlé de financement aujourd'hui, car il s'agit d'un des éléments les plus importants de notre nouveau pacte. Ce nouveau pacte ne se limite toutefois pas à des transferts d'argent du gouvernement fédéral, il implique aussi de faire les choses différemment, et mieux.

Le nouveau pacte que nous allons conclure avec les villes et les communautés signifie que le gouvernement libéral reconnaîtra que les gouvernements municipaux sont des partenaires à part entière du plan de développement du Canada. Une des conséquences de cette promesse sera que notre gouvernement va inclure formellement des représentants municipaux dans la liste des gens qui participeront à nos consultations pré-budgétaires. Vos voix seront entendues. Ce nouveau pacte, essentiellement, vise à établir un nouveau partenariat tourné vers l'avenir. Il est inspiré par la compréhension du fait que la qualité de vie de nos communautés dépend largement du travail des trois paliers de gouvernement, qui doivent chacun s'acquitter de leurs responsabilités respectives. De fait, ils ont le même objectif lorsque, par exemple, ils font en sorte que les Canadiens aient accès à de l'eau propre, lorsqu'ils réduisent les émissions de gaz à effet de serre, quand ils s'assurent que les nouveaux arrivants puissent trouver un logement adéquat, abordable et sécuritaire.

C'est pourquoi nous croyons que les municipalités devraient avoir plus de poids, et c'est pourquoi nous voulons conclure d'autres ententes de développement similaires à celles que nous avons conclues avec Winnipeg et Vancouver. Nous voulons nous en inspirer pour créer des partenariats regroupant les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux. Notre gouvernement ne se cachera jamais derrière des murs pour affirmer que la situation dans nos communautés n'est pas son problème.

Nous respectons les rôles et les responsabilités des provinces et nous avons hâte de travailler de concert avec elles à promouvoir les réalisations et les succès de nos communautés. Nous croyons toutefois fermement que l'amélioration de la situation des collectivités est dans l'intérêt de tous. En fait, les gouvernements, grâce à un effort concerté, peuvent grandement améliorer la situation des grandes et des petites villes.

Nos villes peuvent et doivent être certains de nos meilleurs atouts. Elles peuvent constituer des centres rayonnants au chapitre du commerce, du savoir et de la culture et ainsi attirer les meilleurs talents et des investissements. Elles peuvent fournir des logements à prix modiques, un bon système de transport, des soins de santé de qualité, d'excellentes écoles et de nombreux espaces verts. Pour les aider à atteindre ces buts, notre gouvernement veut transformer notre façon de traiter et de considérer nos communautés.

Notre nouveau pacte va, notamment, donner plus de pouvoir à nos municipalités, permettre à leur potentiel de se libérer et favoriser une plus grande créativité et un plus grand dynamisme culturel. Le gouvernement fédéral pourra jouer un rôle de catalyseur, c'est-à-dire en appuyant les collectivités dans leurs efforts pour trouver des solutions locales à des problèmes locaux.

Les villes et les municipalités que vous représentez sont de réels partenaires possédant une grande maturité. Elles méritent d'être assises à la table nationale, pas uniquement parce qu'il en va de votre intérêt, mais aussi parce que c'est dans l'intérêt collectif. Les villes et les municipalités que vous représentez sont des partenaires réels. Elles méritent d'être à la table nationale, pas pour votre intérêt personnel, mais parce que c'est dans l'intérêt collectif.

Ensemble, nous pourrons faire beaucoup plus que ce que nous pourrions imaginer faire en demeurant séparés. Ensemble, nous pouvons réaliser les rêves des écoliers de quatrième année. Ensemble, nous pouvons faire de nos villes et municipalités des endroits merveilleux pour vivre, travailler et élever une famille.

Je vous remercie.